

Minute n°
RG n° 91-11-000196

THOMAS François

C/

Mutuelle Générale de l'éducation nationale
et autres

**Extrait des Minutes du Secrétariat-Greffe
du Tribunal d'Instance
du 13^e Arrondissement de PARIS**

**JUGEMENT DU 8 Novembre 2011
JURIDICTION DE PROXIMITÉ DE PARIS 13^{ème}**

DEMANDEUR :

Monsieur THOMAS François
172 avenue de choisy appartement 821, 75013 PARIS,
comparant en personne

Syndicat dentaire Dentistes Solidaires et indépendants
14 rue Vavin, 75006 PARIS,
représenté par le Docteur BESSIS Philippe, muni d'un pouvoir écrit

Syndicat dentaire FSDL
20 rue de Marne, 94140 ALFORTVILLE,
représenté par le Docteur BESSIS Philippe, muni d'un pouvoir écrit

DÉFENDEUR :

Mutuelle Générale de l'éducation nationale (M.G.E.N)
3 square Max Hymans, 75748 PARIS CEDEX 15,
représentée par Me LECAT & ASSOCIES, avocat au barreau de PARIS

COMPOSITION DE LA JURIDICTION DE PROXIMITÉ :

Président : DAUSSE Evelyne
Greffier : BOISSEAU Audrey

DÉBATS :

Audience publique du :4 octobre 2011

DÉCISION :

contradictoire, en dernier ressort , prononcée publiquement le 8 Novembre 2011 par DAUSSE Evelyne,
Juge assisté de BOISSEAU Audrey, Greffier.

Copie exécutoire délivrée le :
à :

Expédition délivrée le :
à :

FAITS ET PRETENTIONS DES PARTIES

Par déclaration du 21 juin 2011 , Monsieur François THOMAS ainsi que le syndicat des Dentistes Solidaires et Indépendants(DSI) et le syndicat FSDL ont fait convoquer devant le Juge de Proximité la MUTUELLE GENERALE de l'EDUCATION NATIONALE(MGEN), aux fins de la voir condamner à payer à Monsieur THOMAS:

- la somme de 645,75 € à titre de remboursement de frais dentaires,
- la somme de 1 500 € à titre de dommages et intérêts,pour son préjudice moral,
- la somme de 1500 € sur le fondement de l'article 700 du CPC,

et la voir condamner à payer au Syndicat des Dentistes Solidaires et Indépendants ainsi qu'au Syndicat dentaire FSDL, à chacun :

- la somme de 1 € à titre de dommages et intérêts pour le préjudice financier et moral subi par ses adhérents non signataires d'un protocole d'accord avec la MGEN.
- la somme de 1500 € sur le fondement de l'article 700 du CPC.

Ils sollicitent en outre que la MGEN soit condamnée à publier à ses frais en première page des revues professionnelles « L'INDEPENDENTAIRE,l'INFORMATION DENTAIRE,le CHIRURGIEN DENTISTE et la LETTRE », l'intégralité du jugement dans le mois suivant la signification de la présente décision sous astreinte de 1500 € par jour de retard et par numéro.

Ils demandent également que la MGEN soit condamnée à publier à ses frais en première page ,les attendus du jugement sous astreinte de 1500 € par jour de retard et par numéro , dans les journaux quotidiens « le PARISIEN,le MONDE, le FIGARO et LIBERATION » .

Ils sollicitent enfin que la MGEN soit condamnée à publier à ses frais dans son bulletin d'information et sur son site internet en première page dans le mois suivant la signification , l'intégralité de la décision sous astreinte de 1500 € par jour de retard, de retrait ou d'omission de la publication.

Ils exposent que la MGEN a signé un contrat avec un syndicat dentaire, la Confédération Nationale des Syndicats Dentaires (CNSD) aux termes duquel les adhérents de la MGEN, qui acceptent de se faire soigner par des chirurgiens dentistes ayant ratifié cet accord, obtiendront des remboursements pour leurs frais de prothèses , supérieurs à ceux des adhérents qui auront choisi un chirurgien dentiste non signataire de cet accord.

Ils estiment qu'il s'agit d'une véritable discrimination financière qui constitue une violation de l'alinéa 3 de l'article 112-1 du Code de la Mutualité.

Ils rappellent à cet effet que Monsieur THOMAS ,qui a choisi de se faire soigner par un chirurgien dentiste qui n'a pas ratifié l'accord MGEN-CNSD a été moins bien remboursé que s'il avait choisi un praticien ayant adhéré au protocole.

Ils poursuivent en précisant qu'il a obtenu un remboursement de 366

€ au lieu de 996,75 € soit une différence de 645,75 €.

Ils font valoir par ailleurs que la MGEN exerce des pressions et influence le choix du patient en le menaçant d'être pénalisé sur le plan financier s'il choisit un praticien non adhérent au protocole d'accord indiquant que ces pratiques sont discriminatoires et contraires aux articles R 4127-215 et ss. du Code de la Santé Publique.

En réponse, la MGEN conclut au rejet des demandes de Monsieur THOMAS et soulève l'irrecevabilité des demandes des Syndicats dentaires faisant valoir qu'ils n'ont pas en l'espèce qualité à agir.

A titre subsidiaire, elle fait observer qu'une application des dispositions de l'article L 112-1 du Code de la Mutualité qui aurait pour objet ou pour effet d'interdire aux mutuelles de moduler les prestations en fonction des conditions de délivrance des actes et des services, doit être écartée au cas d'espèce, dans la mesure où une telle interdiction contreviendrait au droit et à la jurisprudence tant communautaire que nationale sur l'égalité de traitement des acteurs en concurrence sur le marché, dès lors qu'une telle contrainte, n'est pas imposée aux autres organismes d'assurance complémentaire santé.

Plus subsidiairement encore, la MGEN demande qu'il soit sursis à statuer et qu'une question préjudicielle portant sur l'interprétation de l'article L 112-1 du Code de la Mutualité soit posée à la Cour de Justice de l'Union Européenne.

Elle sollicite enfin que les deux syndicats, le DSI et la FSDL soient condamnés chacun à lui payer la somme de 3000 € sur le fondement de l'article 700 du CPC.

MOTIFS DE LA DECISION

a) sur l'exception d'irrecevabilité,

Attendu que l'action en justice est ouverte, selon les termes de l'article 31 du CPC « à tous ceux qui ont un intérêt légitime au succès ou au rejet d'une prétention... » ;

Que les syndicats ont le droit d'agir en justice pour les intérêts collectifs de la profession à laquelle appartiennent leurs adhérents.

Que la demande formée par la DSI et la FSDL est recevable.

b) au fond

Attendu qu'en 1996, la Mutuelle générale de l'Education nationale (MGEN) et la Confédération nationale des syndicats dentaires (CNSD) ont élaboré ensemble un protocole permettant l'amélioration de l'accès aux traitements dentaires et au remboursement des prestations;

Qu'il s'ensuit que l'adhérent mutualiste doit s'adresser à un chirurgien dentiste adhérent au protocole pour bénéficier des prestations avantageuses décrites dans l'accord.

Qu'en l'espèce Monsieur François THOMAS , qui est suivi par un chirurgien dentiste qui n'a pas adhéré au protocole CNSD a obtenu de la part de sa mutuelle le remboursement de 3 couronnes selon la formule suivante:

122 € X 3 = 366 € au lieu de 332,25 € X 3 = 996,75 € soit une différence de :
215,25 € X 3 = 645, 75 €,

qui est restée à sa charge ; qu'il estime avoir été victime d'un politique discriminatoire sur le plan financier, alors que la profession dentaire ne peut être pratiquée comme un commerce et qu'enfin le code de la sécurité sociale a toujours rappelé le libre choix du chirurgien dentiste par le patient.

Attendu qu'en application de l'article L 112-1, alinéa 3 du code de la mutualité « les mutuelles et leurs unions ne peuvent instaurer de différence dans le niveau des prestations qu'elles servent qu'en fonction des cotisations payées ou de la situation de famille des intéressés ; »

Attendu qu'il y a lieu de constater que ce texte est clair ,net et précis et ne peut donner lieu à interprétation ;

Attendu qu'un protocole d'accord fixant des tarifs de remboursement distincts pour un même acte n'est pas légitime,

Que compte tenu de la réglementation actuelle ,le montant du remboursement ne peut varier en fonction du choix du praticien , ou de son choix d'adhérer ou non à la convention CNSD.

Qu'il s'ensuit qu'il sera fait droit à la demande de remboursement de Monsieur THOMAS qui s'élève à 645,75 €.

Attendu en revanche que le demandeur ,qui ne donne aucune indication sur la nature du préjudice moral qu'il aurait subi sera débouté de sa demande de dommages et intérêts ;

Attendu qu'il convient d'ordonner la publication du présent jugement auprès de deux revues professionnelles spécialisées, au choix des deux syndicats ainsi que sur le site internet de la MGEN,dans le mois de la signification du présent jugement sous astreinte de 200 € par jour de retard.

Attendu qu'au titre de son préjudice financier, il y a lieu de condamner la MGEN à payer aux syndicats FSDL et DSI la somme de 1 € à titre de dommages et intérêts.

Attendu enfin qu'il serait inéquitable de laisser à la charge de Monsieur THOMAS la totalité de ses frais non compris dans les dépens ; qu'il lui sera alloué la somme de 500 € au titre de l'article 700 du CPC.

Attendu qu'il y a lieu de condamner la MGEN à payer au FSLD et au DSI à chacun la somme de 500 € en application de l'article 700 du CPC.

Attendu que la demande formulée par la MGEN sur le fondement de l'article 700 du CPC sera rejetée.

PAR CES MOTIFS

Le Juge de Proximité, Statuant publiquement , contradictoirement, et en dernier ressort,

REJETTE l'exception d'irrecevabilité

CONDAMNE la Mutuelle Générale de l'Education Nationale à payer à Monsieur François THOMAS la somme de **645,75 €** en remboursement de frais dentaires avec intérêts au taux légal à compter du présent jugement,

REJETTE sa demande de dommages et intérêts,

CONDAMNE la MGEN à lui payer la somme de 500 € au titre de l'article 700 du CPC,

CONDAMNE la Mutuelle Générale de l'Education Nationale à payer au Syndicat des Dentistes Solidaires et Indépendants et à la Fédération des Syndicats dentaires libéraux à chacun :

- la somme de **1 €** à titre de dommages et intérêts,
- la somme de **500 €** sur le fondement de l'article 700 du CPC,

DEBOUTE la MGEN de sa demande formulée en application de l'article 700 du CPC,

ORDONNE la publication intégrale du présent jugement au choix des deux syndicats dans deux revues professionnelles spécialisées et sur le site internet de la MGEN, aux frais de la MGEN et dans le mois de la signification du présent jugement , sous astreinte de 200 € par jour de retard , passé ce délai.

REJETTE les autres demandes,

CONDAMNE la Mutuelle générale de l'Education Nationale aux dépens.

AINSI JUGE ET PRONONCE A PARIS XIII, LE HUIT NOVEMBRE 2011 ,

LE GREFFIER

LE JUGE DE PROXIMITE

Pour copie certifiée conforme

